

MEGA*florestais*
USA 2023



MegaFlorestais 2023

Synopsis de la réunion

Transformer la gestion forestière
Apporter des solutions en matière de climat et de conservation

Lac Tahoe, Californie | Du 26 au 30 juin 2023

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
SESSIONS	5
JOUR 1 Session de bienvenue	6
JOUR 2 Forger une communauté mondiale pour relever les défis climatiques et faire progresser la gestion durable des forêts	7
Panel 1 <i>Gérer les incendies de forêt et créer une résilience forestière</i>	9
Discours <i>Wade Crowfoot, secrétaire aux ressources naturelles de Californie</i>	10
Panel 2 <i>Conservation finance</i>	11
JOUR 3 Excursion dans la forêt nationale d'Eldorado et le bassin du lac Tahoe	12
JOUR 4 Perspectives mondiales sur les tendances et les opportunités concernant les marchés, les politiques internationales, le régime foncier, l'équité et la foresterie sociale	13
Panel 3 <i>Apporter des solutions climatiques, de la politique à la mise en œuvre</i>	15
Panel 4 <i>La contribution du régime foncier et des droits coutumiers à la conservation des forêts</i>	16
Panel 5 <i>Équité sociale, diversité et inclusion dans la gestion forestière : Pourquoi est-ce important ?</i>	17
RÉFLEXIONS FINALES	18
ANNEXE 1. COMMENTAIRE DE DISCUSSION	21

A scenic landscape featuring a turquoise lake with a white sailboat on the right. The water is clear, revealing numerous dark, rounded rocks scattered across the bottom. In the foreground, there are some small, thin branches with green leaves. The background shows snow-capped mountains under a blue sky with light clouds. A white rectangular box is centered in the upper half of the image, containing the word "INTRODUCTION" in green, bold, uppercase letters.

INTRODUCTION

Depuis 2006, les dirigeants des agences forestières des pays les plus boisés du monde se réunissent chaque année sous la bannière MegaFlorestais. Les réunions précédentes ont été accueillies par les chefs des agences forestières du Brésil, du Cameroun, du Canada, de la Chine, de l'Indonésie, du Mexique, du Pérou, de la Russie, de la Suède et des États-Unis. Ce groupe de dirigeants d'agences forestières gère plus de 50 pour cent des forêts du monde et est particulièrement bien placé pour influencer et accélérer le changement dans le secteur forestier.

MegaFlorestais offre une plateforme aux dirigeants des agences forestières pour réfléchir à l'évolution du secteur, partager les connaissances et les réalisations, et identifier les défis et les opportunités. Ces discussions sont présentées par les dirigeants des agences eux-mêmes et par des experts forestiers de haut niveau issus des secteurs public, privé et de la société civile.

La réunion de 2023 a été organisée par le chef Randy Moore et le chef associé Angela Coleman de l'*United States Forest Service* (USFS), les coprésidents de MegaFlorestais Sally Collins, ancien chef associé de l'USFS, et Herman Sundqvist, directeur général de l'Agence suédoise des forêts, ainsi que Solange Bandiaky-Badji, coordinatrice de RRI.

Les principaux objectifs de la réunion étaient les suivants

1. Découvrez les programmes, les innovations et les stratégies de gestion forestière directement auprès des responsables qui les mettent en œuvre ;
2. Partager les grandes tendances de la politique forestière, de la gestion et des marchés ;
3. Renforcer les relations entre les dirigeants des agences et créer de nouvelles opportunités de coopération internationale ;
4. Développer les connaissances collectives et l'expertise technique des dirigeants forestiers ; et
5. Promouvoir la réflexion stratégique et innovante.

Les représentants des agences forestières du Canada, de l'Indonésie, du Pérou, des Philippines (en tant qu'invité de l'USFS), de la République du Congo, de la Suède et des États-Unis ont assisté en personne à la réunion. Des représentants de la Chine se sont joints virtuellement à la réunion, tandis que le forestier en chef du Brésil a présenté une vue d'ensemble du service forestier brésilien au cours des présentations individuelles des pays.

Nous avons également accueilli des conseillers en ressources du Canada, de l'Inde, du Kenya, du Pérou, des Philippines et des États-Unis, ainsi que des hauts responsables du bureau de l'USFS à Washington, de la région du sud-ouest du Pacifique et de la tribu confédérée Yurok de Californie. La réunion s'est déroulée selon la règle de Chatham House afin que tous les participants puissent s'exprimer librement, sans pression politique.

Le bassin du lac Tahoe a servi de toile de fond à cette réunion, compte tenu du principal sujet de discussion : les impacts climatiques et les solutions. Les méga-incendies en Californie continuent d'augmenter en taille, en durée et en intensité en raison du changement climatique, du développement, de décennies de suppression des incendies, de l'interdiction des brûlages culturels par les communautés amérindiennes, et d'autres facteurs. Les membres ont visité plusieurs sites gérés par l'USFS afin de comprendre le contexte des méga-incendies et d'entendre le personnel et les partenaires de l'USFS parler de leurs défis et de leurs préparatifs pour l'avenir.

Tout au long des quatre jours de la réunion, les délégués des pays ont réfléchi à de nombreux thèmes liés à leur travail, tels que la résilience des forêts, les protocoles d'urgence, les politiques, la foresterie sociale, les marchés internationaux et les partenariats multisectoriels. Les sessions ont été conçues de manière à présenter un large éventail d'expériences, des forêts boréales du nord aux forêts tropicales humides et denses.

An aerial photograph of a river with clear, turquoise water. The riverbed is covered with numerous smooth, rounded rocks of various sizes. A small white boat is visible in the lower right quadrant of the river. The surrounding landscape includes trees with green and yellow foliage, and a sandy bank with more rocks. A white rectangular box is overlaid on the upper portion of the image, containing the word "SESSIONS" in a bold, green, sans-serif font.

SESSIONS

La 14^{ème} réunion MegaFlorestais a débuté par un accueil chaleureux au lac Tahoe de la part d'**Angela Coleman**, chef associée de l'USFS et co-organisatrice, qui a salué les délégués et les conseillers en ressources de 11 pays, y compris les représentants de la Chine qui ont assisté virtuellement à la réunion.

Jen Eberlien, forestière régionale pour la région Pacifique Sud-Ouest de l'USFS, a reconnu que le lieu de la réunion se trouvait dans les territoires traditionnels de la tribu Washoe sur lesquels la réunion se tenait. Sa déclaration a reconnu l'histoire néfaste des relations entre les États-Unis et les nations tribales et l'engagement du Service forestier à reconnaître et à impliquer les nations tribales dans la conservation de leurs terres.

Au nom du Service des forêts, j'aimerais souligner que les terres sur lesquelles nous sommes réunis pour discuter de l'avenir de la gestion des forêts sont le territoire ancestral du peuple Washoe. Washoe signifie "les gens d'ici." Les Washoe ont toujours fait partie de la terre et de l'environnement, de sorte que tous les aspects de leur vie sont influencés par la terre. Ils ont été et continuent d'être les premiers intendants de ce paysage particulier.

Le lac Tahoe est le centre du monde Washoe, tant sur le plan géographique que spirituel. Nous reconnaissons notre passé compliqué et tragique dans le retrait des peuples autochtones de ce que nous appelons nos forêts nationales. En tant qu'agence, nous nous efforçons d'être meilleurs, d'honorer les peuples originels de Californie et d'établir des relations durables avec nos communautés tribales alors que nous nous dirigeons vers notre avenir commun. Les Washoe considèrent tous les aspects de l'environnement comme des êtres sensibles qui méritent le respect et la coopération si l'on veut que les humains survivent. Puissent les brefs moments que nous passons en contact les uns avec les autres en tant que dirigeants être ancrés dans la vérité et l'intégrité. Et que notre travail reflète les besoins des générations futures de communautés végétales, animales et humaines.

Jen Eberlien, Forestier régional de l'USFS pour la région du sud-ouest du Pacifique

Herman Sundqvist, coprésident de MegaFlorestais et directeur général de l'Agence suédoise des forêts, a donné le ton de la réunion en expliquant la règle de Chatham House, qui vise à créer un environnement de transparence. Il a également présenté les objectifs de MegaFlorestais :

- 1) Aborder les questions les plus urgentes auxquelles est confronté le secteur forestier et encourager l'apprentissage et l'innovation ;
- 2) Promouvoir de nouvelles pratiques et politiques pour renforcer la gouvernance forestière et les agences forestières ; et
- 3) Favoriser des relations solides et donner aux responsables forestiers les moyens de devenir des agents du changement au sein de leurs agences et dans l'ensemble des ministères.

Arvind Khare, conseiller en ressources et cofondateur de MegaFlorestais, a expliqué la création de MegaFlorestais en 2005 comme un espace permettant aux dirigeants des agences forestières de discuter librement des défis auxquels ils sont confrontés et de travailler ensemble pour trouver des solutions.

La coprésidente **Sally Collins** a passé en revue les procès-verbaux des réunions MegaFlorestais précédentes, organisées par les agences forestières de 11 pays. Les deux coprésidents ont également évoqué d'autres activités de MegaFlorestais, notamment l'atelier *Next Generation Leaders*, les voyages d'étude et les documents examinant les changements intervenus dans le secteur forestier.

JOUR 2 | *Forger une communauté mondiale pour relever les défis climatiques et faire progresser la gestion durable des forêts*

La première journée de discussions s'est concentrée sur les défis actuels de la gestion forestière. Au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays du monde, il s'agit notamment de l'augmentation de l'ampleur et des dégâts des incendies de forêt. Des experts de tous les secteurs de la société ont participé à des tables rondes pour élaborer des stratégies de mise en œuvre de solutions climatiques, de financement de la conservation, de pratiques culturelles et pour aborder d'autres sujets clés dans le secteur du climat.

Randy Moore, chef de l'USFS, a présenté les thèmes clés de la semaine et a expliqué pourquoi la Californie avait été choisie pour accueillir la réunion MegaFlorestais 2023. La Californie est exceptionnellement vulnérable au changement climatique, en particulier à la menace des incendies de forêt dont l'ampleur et l'impact ne cessent de croître et qui constituent une menace majeure pour les communautés. Le chef Moore a vécu ces défis de première main en tant que forestier régional en Californie. Le chef Moore a insisté sur la nécessité de valoriser les forêts pour l'ensemble des contributions qu'elles apportent à la stabilité sociale, environnementale et économique. Leurs nombreux avantages comprennent l'approvisionnement en eau, les produits du bois, les loisirs, l'air pur, les habitats de la faune et de la flore et le stockage du carbone. Il a ajouté que ces valeurs devaient être davantage prises en compte que l'importance accordée à la production de bois qui a toujours été accordée aux forêts des États-Unis. Les forêts nationales des États-Unis fournissent plus de 370 000 emplois et contribuent à hauteur de 35 milliards de dollars US au produit intérieur brut du pays.

Le chef Moore a également souligné la nécessité d'honorer les connaissances des peuples autochtones et de comprendre l'impact disproportionné du changement climatique sur les communautés vulnérables et mal desservies. Les nouveaux défis exigent de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux partenariats, y compris ceux forgés par les dirigeants de MegaFlorestais. Cette période a été chaotique, mais elle offre aussi des opportunités.

Après les remarques du chef Moore, les participants ont souligné les points clés suivants lors d'une discussion de groupe :



Le chef Randy Moore prend un moment pendant l'excursion pour s'entretenir avec l'équipe de l'USFS qui procède à un brûlage dirigé.

Nous avons une approche ascendante – nous n'arrivons pas avec un plan mais nous demandons aux communautés ce qu'elles veulent. Nous devons nous asseoir autour de la table, et non à sa tête. Nous apprenons à dialoguer avec le public. Nous constatons que nous avons besoin d'un ensemble de compétences différent de celui dont nous disposons actuellement. Nous recherchons des personnes qui savent comment rassembler les communautés et partager les espaces de décision.

Randy Moore, Chef du Service des forêts des États-Unis

Incendies de forêt

- Une gestion efficace des incendies de forêt nécessite d'autres solutions que les stations météorologiques pour appréhender les schémas météorologiques locaux. Elles doivent intégrer les connaissances des personnes vivant dans les régions touchées, qui comprennent les conditions locales uniques. Il faut faire preuve de flexibilité et de volonté d'apprendre.
- Les forêts du bassin du Congo, en Afrique, sont naturellement denses et humides, mais elles s'assèchent sous l'effet du changement climatique. Ses habitants n'ont pas encore eu à faire face à des incendies de forêt, mais ils devront s'adapter. MegaFlorestais offre l'opportunité d'apprendre les meilleures pratiques et de forger des partenariats.
- Les incendies peuvent être un ami utile ou un ennemi nuisible selon la situation. Les plans de brûlage doivent tenir compte des impacts régionaux lorsque des communautés sont impliquées.
- La fumée des incendies de forêt de cet été au Canada a atteint la côte est des États-Unis et San Francisco, attirant l'attention internationale des dirigeants politiques et soulignant l'urgence de la gestion des forêts pour la santé de la population en général. Les connaissances forestières doivent être mieux communiquées pour aider les gens à réimaginer le plein air et pour démontrer les impacts et les bénéfices des forêts sur la vie des gens.
- La gestion de situations telles que les incendies isolés, que les communautés peuvent ne pas être en mesure de gérer de manière autonome, doit être communiquée aux agences locales et aux élus. Aux États-Unis, le système de commandement des incidents (SCI) est un protocole de gestion des urgences utilisé pour faire face à des situations d'urgence prolongées telles que les incendies de forêt et d'autres catastrophes ; il s'applique également à d'autres types de crises. Au cours de la discussion, les participants ont souhaité en savoir plus sur le SCI.

Travailler avec les peuples autochtones et les communautés locales

- Les conversations tribales Yurok sur la terre, la nature et les gens observent les changements de paradigme actuels et fournissent des prévisions pour les 100 prochaines années. Les compétences scientifiques et les pratiques des agences du ministère américain de l'agriculture (USDA) devraient être étudiées en plus de la manière dont les peuples autochtones et les tribus peuvent soutenir les initiatives de l'USFS (et vice versa). En ce qui concerne les relations entre le gouvernement et les peuples autochtones, la première étape consiste à réparer les erreurs et les injustices du passé. Les membres des tribus doivent être consultés et se voir confier la gestion effective de leurs terres. Il faut tenir compte des contextes historiques et des moyens d'apporter des changements (législation, politique), notamment en formant le personnel du service forestier aux droits issus des traités et à la responsabilité de les faire respecter.
- Les forêts du monde entier ne sont pas des espaces vides ; elles sont habitées par des communautés avec lesquelles nous devons nous engager avant de prendre des décisions. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un service forestier capable de favoriser les relations et de comprendre les besoins humains, et pas seulement de fournir une expertise forestière. Sachant que 85 pour cent du personnel des agences forestières dans le monde sont encore des forestiers professionnels, nous devons leur fournir une formation et la capacité de travailler avec un large éventail de personnes d'origines diverses.

Panel 1 | Gérer les incendies de forêt et créer une résilience forestière

Les intervenants de la première table ronde se sont penchés sur la science, les politiques et les pratiques coutumières qui ont façonné les paysages californiens au fil des siècles. Ces présentations ont permis d'engager un dialogue plus large sur les changements à apporter à la gestion des forêts afin de réduire l'impact des incendies sur les communautés, l'environnement, l'économie et le climat.

Paul Hessburg, écologiste chercheur principal pour l'USFS, étudie la science des incendies de forêt depuis des décennies et se spécialise dans la restauration et la résilience des paysages. Paul a expliqué comment des décennies de politiques de suppression des incendies, la récolte du bois, l'introduction du pâturage et le changement climatique lui-même ont augmenté la densité des arbres, entraînant des incendies plus importants. Il a démontré l'efficacité des brûlages traditionnels effectués par les communautés autochtones, ainsi que l'impact de l'éclaircissement et du brûlage dirigé sur la réduction du combustible forestier, ce qui, au fil du temps, diminue la propagation et l'intensité des incendies de forêt, les pertes humaines et fauniques, ainsi que la gravité de la fumée des incendies de forêt pour les communautés.

Jennifer Eberlien, forestière régionale pour la région Pacifique Sud-Ouest des États-Unis, supervise 20 millions d'acres de forêts nationales avec une équipe de 5 000 personnes. Jennifer a parlé de la diversité de la population californienne et de la nécessité d'établir des partenariats au-delà des frontières juridictionnelles pour guider leur travail. L'agence s'efforce d'honorer et de collaborer avec les nations tribales et les peuples autochtones qui ont historiquement géré ces terres. Pour lutter contre les menaces que représentent les méga-incendies et le changement climatique, l'USFS a élaboré une stratégie décennale de lutte contre les incendies de forêt. M. Eberlien a reconnu qu'il fallait davantage de brûlages dirigés – et non pas moins – dans certains paysages, car cette pratique a toujours été utilisée par les peuples autochtones pour préserver la santé des forêts et leur permettre de s'abriter, de se nourrir, de s'approvisionner en eau et d'avoir des vertus médicinales. Le défi actuel consiste à réduire les charges de combustible et la densité des forêts d'une manière écologiquement et économiquement raisonnable. Cela permet également de soutenir l'industrie locale du bois en rendant disponibles certains produits du bois économiquement viables. Cependant, il reste des défis à relever pour créer plus de valeur économique à partir des grandes quantités de biomasse ligneuse de faible valeur qui sont produites lors des projets d'éclaircissement des forêts. Cela pourrait compenser les coûts de l'éclaircissement des forêts et créer de nouvelles opportunités économiques au sein des communautés.

Discours | *Wade Crowfoot, secrétaire aux ressources naturelles de Californie*

Le secrétaire **Wade Crowfoot** a axé sa présentation sur les initiatives californiennes visant à relever les défis sociaux, environnementaux et climatiques. La Californie est en première ligne des impacts climatiques, confrontée à des sécheresses, des inondations et des incendies de forêt intenses qui entraînent la pollution de l'air, des évacuations et la perte de villes entières. Ces défis ont nécessité une collaboration réfléchie avec la société civile, les tribus amérindiennes et les agences gouvernementales. Depuis 2021, la Californie a réalisé un investissement triennal sans précédent de 2,7 milliards de dollars US dans la résilience aux incendies de forêt, en lançant plus de 1 200 projets de réduction des combustibles, de santé des forêts, d'espaces défendables et de renforcement des habitations dans l'ensemble de l'État. L'investissement de 2022 dans la résilience aux incendies de forêt peut limiter considérablement les dégâts et la dévastation, et le groupe de travail du gouverneur sur les incendies de forêt aide les dirigeants et les groupes de l'État à élaborer des plans régionaux durables afin de maintenir cet élan dans les années à venir. L'État s'est également engagé à consulter les tribus amérindiennes de manière précoce, fréquente et significative dans tous les aspects de la gestion des ressources naturelles. Cette année, il a engagé 70 millions de dollars US dans le cadre du nouveau programme *Tribal Nature-Based Solutions Grant Program* pour soutenir les priorités tribales qui font progresser les objectifs en matière de climat et de biodiversité, notamment l'achat et la restitution des terres ancestrales et les initiatives de cogestion.



Les objectifs internationaux en matière de climat et de biodiversité ont offert d'immenses possibilités de faire progresser le financement de la gestion des écosystèmes. Les investissements des secteurs privé et public sont désormais réorientés vers des solutions basées sur la nature et liées à la conservation et à la gestion des forêts. Ce panel a donné un aperçu des différentes modalités, de la terminologie, des meilleures pratiques et des études de cas concernant le financement du climat et de la conservation.

Andrea Johnson, chargée de programme pour la *Climate and Land Use Alliance* (CLUA), a présenté une vue d'ensemble des opportunités et des risques des marchés du carbone, y compris REDD+ pour la déforestation évitée, les marchés volontaires (VCM), les marchés de conformité et les crédits de carbone à haute intégrité. Andrea a insisté sur la nécessité de respecter les droits des peuples autochtones et des communautés locales dans ces processus. L'une des plus grandes opportunités réside dans l'utilisation d'approches juridictionnelles, y compris les investissements dans le suivi et l'amélioration des processus de gouvernance forestière en coordination avec les détenteurs de droits qui sont impliqués dans les négociations pour les accords de partage des bénéfices. Les risques sont notamment de permettre une approche "comme d'habitude" des émissions de combustibles fossiles, de leurs impacts et des conflits avec les communautés autochtones et locales en raison d'une gestion et d'une mise en œuvre médiocres des projets.

Javier Kinney, membre et représentant de la tribu Yurok en Californie du Nord, a expliqué comment, grâce à son programme de marché du carbone, la tribu Yurok a racheté et restauré ses terres traditionnelles. La tribu a également investi dans divers avantages communautaires en achetant une usine, un terrain de golf, une société d'écotourisme et en investissant dans d'autres entreprises. Les Yurok établissent des prévisions sur 100 ans pour le bien-être social et économique de la tribu et réfléchissent de manière innovante tout en respectant les connaissances traditionnelles des anciens qui gèrent les terres depuis des décennies. Les Yurok se sont également engagés à développer des pratiques commerciales dans de nouveaux métiers et à gérer de nouveaux accords avec des agences gouvernementales.

Mac Cloyes est chef de cabinet chez Blue Forest, une organisation à but non lucratif qui gère le capital des investisseurs dans une obligation de résilience forestière (FRB), qui finance des projets de restauration sur des terres privées et publiques. Blue Forest s'est associé à l'USFS pour la restauration et la gestion des forêts nécessaires pour éviter les incendies catastrophiques. L'injection de fonds privés et de partenariats multisectoriels a permis d'accélérer le rythme et l'ampleur des projets de gestion forestière dans la forêt de North Yuba, dans le nord de la Californie. Ils fonctionnent également dans d'autres endroits du pays et au niveau international (un nouveau projet est à l'étude avec le bureau des programmes internationaux de l'USFS).

JOUR 3 | *Excursion sur le terrain*

L'un des points forts de la réunion a été une excursion d'une journée dans la forêt nationale d'Eldorado et le bassin du lac Tahoe. Les participants ont appris des stratégies des dirigeants de l'USFS qui sont en première ligne de la protection des forêts, notamment la gestion des incendies et les techniques de résilience à long terme, ainsi que la manière de créer une agence forte et solidaire pour leurs équipes.

Arrêt 1 | *Sommet Echo*

Au premier arrêt, **Rita Mustatia**, sylvicultrice pour la forêt nationale de Tahoe, a résumé l'impact des incendies d'Angora et de Caldor sur la région de Tahoe, y compris les dommages sociaux et économiques subis par la population locale. Rita a souligné le travail du service forestier en matière d'éducation du public et de collaboration avec les communautés. **Jeff Marsolais**, chef adjoint associé pour les incendies, les forêts d'État, les forêts privées et les forêts tribales, a raconté ce que c'était que de vivre des incendies catastrophiques et comment gérer les ressources pour éviter les pires impacts.

Étape 2 | *Station de Ski Sierra at Tahoe*

À cette occasion, **Joe Stout**, superviseur de la forêt nationale d'Eldorado, et **Scot Rogers**, garde forestier du district de Placerville, ont parlé de l'importance des partenariats publics et privés et de leur collaboration avec Sierra at Tahoe dans le cadre des efforts de rétablissement de la forêt nationale d'Eldorado après l'incendie. **John Rice**, directeur général de Sierra at Tahoe, a raconté comment la communauté s'est mobilisée pour rendre la station de ski opérationnelle après l'incendie, en organisant des collectes de fonds, en soutenant les employés qui ont perdu leur emploi, en aidant à éviter des pertes d'emploi importantes et en plantant des arbres.

Arrêt 3 | *Quartier Meyers*

L'étape suivante a été le quartier de Meyers, situé à la lisière de la forêt. **Erick Walker**, superviseur forestier de l'unité de gestion du bassin du lac Tahoe, a montré aux participants l'endroit où le feu s'est approché très près des habitations, et a illustré la différence entre les zones qui ont été ou non soumises à des opérations d'élimination des combustibles, ce qui a un impact considérable sur la protection des habitations et des infrastructures. Erick a également parlé des défis liés à la coordination des efforts de prévention des incendies, tels que l'enlèvement des arbres, avec des entités non forestières telles que les municipalités et les compagnies d'électricité.

Arrêt 4 | *Caserne de pompiers de Meyers*

À la caserne de pompiers de Meyers, **Dionne Uzes**, garde forestière au district pacifique pour la forêt nationale district eldorado, a parlé de l'intervention lors de l'incendie de Caldor et de la façon dont le service forestier s'est engagé auprès de la communauté tout en gérant les évacuations dans leurs propres maisons et villes. L'expérience de Dionne a suscité une conversation sur le rôle du personnel du service forestier au-delà de la gestion des forêts et sur l'importance d'investir dans les personnes, tant au sein de l'organisation que de la communauté. Cette réflexion personnelle sur notre vulnérabilité au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes nous a ouvert les yeux.

Arrêt 5 | *Site de brûlage dirigé*

Le jour de l'excursion, une équipe de l'USFS procédait à un petit brûlage dirigé pour éliminer le combustible qu'elle avait commencé à brûler le matin et qu'elle éteignait à la fin de la journée. C'était une excellente occasion de voir l'équipe du service forestier en action et nous avons eu la chance de pouvoir parler à l'équipe qui a répondu à nos questions sur le projet.

JOUR 4 | *Perspectives mondiales sur les tendances et les opportunités concernant les marchés, les politiques internationales, le régime foncier, l'équité et la foresterie sociale*

Don Roberts, PDG de *Nawitka Capital Advisors* et expert en produits forestiers et en marchés du développement durable, a ouvert la quatrième journée de la réunion par une présentation. Don a abordé des sujets d'intérêt pour les gestionnaires forestiers et l'état du marché mondial et de l'innovation pour les produits forestiers. Il a expliqué comment le marché des copeaux de bois a atteint un niveau record en 2022 en raison de la demande croissante de la Chine, et comment les granulés de bois ont également atteint un niveau record la même année en raison d'une demande accrue de biomasse. Il est probable que cette demande accrue soit également due à la guerre en Ukraine, qui provoque une crise énergétique en Europe occidentale en raison des sanctions russes.

Don a conclu sa présentation en évoquant les possibilités de neutralité carbone grâce au captage du carbone biogénique (Bio-DAC) dans les usines de pâte et de papier, qui peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de neutralité nette et des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Les projets de bio-captage du carbone espèrent augmenter et diversifier les revenus et entrer sur les marchés volontaires du carbone, promettant un taux de perméabilité et de vérifiabilité plus élevé que les projets de solutions basées sur la nature pour les pays disposant de la géologie appropriée. Cela pourrait changer la donne pour le secteur forestier si les pays s'y préparent de manière adéquate.

Steven Koehn est le directeur de la foresterie coopérative pour l'*USDA Forest Service State, Private, and Tribal Forestry*. Steve, qui est responsable de l'innovation dans le domaine du bois au sein de l'*USFS*, a présenté les innovations et les opportunités sur les marchés des produits forestiers, y compris les nouveaux marchés au-delà du bois traditionnel, bien qu'il ait noté que les nouvelles usines sont en train d'envisager des grumes de très petite taille (six à huit pouces de diamètre). La nouvelle technologie du bois de masse utilisant le bois lamellé-croisé (CLT) permet d'utiliser du bois plus petit dans des bâtiments plus grands et plus élevés. Plus de 1 753 projets aux États-Unis ont utilisé le bois de masse. En outre, de nouveaux marchés émergent pour les biocarburants et la biomasse, ce qui peut aider à utiliser de manière rentable les grandes piles de combustible dans les forêts qui sont généralement brûlées. L'énergie de la biomasse et le biochar sont d'autres destinations possibles du combustible sur le sol de la forêt et peuvent être utilisés pour le chauffage, le refroidissement et les systèmes combinés de chaleur et d'électricité, ainsi que pour la séquestration du carbone, entre autres choses. L'*USFS* accorde actuellement 43 millions de dollars de subventions à l'innovation et à l'énergie du bois dans les communautés, dont une grande partie est destinée aux communautés mal desservies des États-Unis.

Herman Sundqvist, directeur général de l'Agence suédoise des forêts, a fait part de ses réflexions après les deux premières présentations :

Perception du public

- Nous devons changer la perception que la société a de la sylviculture. La perception actuelle de la biomasse est très mauvaise en Europe, et l'élimination du CO₂ peut changer la façon dont la société perçoit la sylviculture et son remplacement du charbon dans la transition énergétique vers les énergies renouvelables.

Bioénergie et investisseurs

- Utiliser la “narration financière” pour les investisseurs en construisant un récit autour de la santé des forêts et en démontrant le pourquoi des chiffres (ce pourquoi pourrait être la réduction du changement climatique/la suppression du CO2, la réduction du risque d’incendie, la garantie d’un approvisionnement durable en eau).
- Étudier les innovations des leaders en matière de carbone sur différents continents, tels que i) l’Europe, en particulier les pays scandinaves comme la Finlande et la Suède ; ii) le Brésil ; iii) l’Amérique du Nord ; et iv) l’Asie. Par exemple, en Scandinavie, les investisseurs acceptent désormais de prendre plus de risques pour investir dans les produits forestiers aux niveaux local et régional.
- La livraison et le transport représentent 75 à 80 pour cent du coût du bois dans le monde. Si nous maîtrisons de mieux en mieux les données géospatiales, les gouvernements ne savent pas encore partager l’information ; les gouvernements devraient mettre l’information à la disposition des investisseurs qui ne devraient pas prendre de décisions sans elle.
- La demande de pâte à papier et de papier a baissé, mais elle peut revenir avec de nouvelles sources de revenus. Les grands acteurs du marché s’intéressent à la façon dont certaines centrales électriques utilisent des granulés de bois de mauvaise qualité. Dans le même temps, nous devons faire mieux que la biomasse ; brûler des matériaux ne doit pas être notre meilleure option.

Innovation de produits

- L’expansion du bois lamellé-croisé (CLT) est encourageante du point de vue de l’offre, même si le marché n’en est qu’à ses débuts. Le CLT offre l’avantage de capturer le carbone et de le stocker à long terme, mais la plupart de ses émissions proviennent du transport du combustible. Il permet également d’utiliser du bois de construction de petit diamètre, ce qui accélère les travaux de réduction des combustibles forestiers et de résilience aux incendies.
- L’aéroport de Denver et de grandes entreprises comme Walmart et Under Armour investissent dans le CLT et le bois massif pour leurs campus. Pour les entreprises vertes qui veulent un carburant entièrement durable, comme Alaska Air, travailler avec des entreprises du secteur forestier est une excellente décision commerciale. Il existe déjà une forte demande pour des sources d’émissions biogènes qui produisent très peu d’émissions.
- Dans les pays tropicaux et méga-divers, les produits du bois ne constituent pas l’industrie principale ; les super fruits des forêts, l’industrie cosmétique et la production alimentaire se développent rapidement. Ces produits forestiers non ligneux produits de manière durable sont importants pour la protection des forêts aux États-Unis et dans le monde entier et devraient être mis en évidence lors des prochaines réunions.

Panel 3 | *Apporter des solutions climatiques, de la politique à la mise en œuvre*

Après avoir discuté des opportunités de marché pour les produits forestiers, la conversation s'est orientée vers la politique internationale. Le premier orateur, **Magnus Viklund**, chef de l'unité d'analyse des politiques de l'Agence suédoise des forêts, a commencé sa présentation en montrant l'énorme potentiel de restauration des forêts dans le monde.

Magnus a résumé les initiatives internationales de restauration et de reforestation, y compris le Défi de Bonn en 2011 avec l'objectif de restaurer 20 millions d'hectares, le Sommet de l'ONU sur le climat en 2014, la CdP20 à Lima, au Pérou, et le Défi de Bonn 2.0 en 2015 pour la loi sur la restauration de la nature de l'Union européenne. La législation de l'Union européenne sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation, récemment approuvée, aura également un impact significatif sur le marché mondial des produits forestiers et constitue une opportunité de développer le secteur de la sylviculture durable. Il a illustré la manière dont la Suède met en œuvre la restauration évolutive des paysages forestiers avec ses partenaires dans six pays, en appliquant une approche locale et ascendante qui améliore les moyens de subsistance des personnes vivant dans et autour des forêts.

Doris Capistrano, conseillère principale du partenariat ASEAN-Suisse sur la foresterie sociale et le changement climatique, est une chercheuse qui a des années d'expérience dans les projets de gestion forestière. Elle a présenté une vue d'ensemble de la manière dont les gouvernements coopèrent pour établir des cadres et développer des stratégies pour les projets de foresterie sociale en Asie du Sud-Est. Huit pays sur 10 en Asie et en Asie du Sud-Est ont des programmes de foresterie sociale qui ont progressé de manière significative ces dernières années, en partie grâce à un afflux de nouvelles initiatives de réforme juridique depuis 2016. Doris a décrit certains éléments des initiatives de foresterie sociale réussies et leur contribution à la réduction de la déforestation et de la dégradation, à la séquestration du carbone et à l'amélioration des moyens de subsistance. Leur présentation a également fait le lien entre la foresterie sociale et les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

Panel 4 | La contribution du régime foncier et des droits coutumiers à la conservation des forêts



Une équipe de brûleurs de prescription de l'USFS a accueilli une visite spontanée et a partagé ses expériences quotidiennes de réintroduction des feux pour des forêts plus résistantes.

Cette session a été animée par **Solange Bandiaky-Badji**, coordinatrice de RRI et présidente du Groupe des droits et des ressources (RRG), le mécanisme de coordination de RRI. Ce panel s'est concentré sur la façon dont la reconnaissance légale des terres coutumières peut aider à atteindre de multiples objectifs forestiers et climatiques, y compris la lutte contre la déforestation et les activités illégales, tout en contribuant au développement local.

Solange a ouvert la session en présentant les résultats de la deuxième édition de la nouvelle étude de RRI, *À qui appartiennent les terres du monde ?* qui suit les progrès en matière de propriété foncière des peuples autochtones, des peuples afro-descendants et des communautés locales. Bien qu'il y ait eu des progrès significatifs en matière de propriété foncière pour les communautés autochtones, afro-descendants et locales depuis 2015, la plupart de ces gains ont été réalisés grâce à des réformes dans une poignée de pays avec peu de soutien de la part des gouvernements ou des institutions de développement.

Le rapport montre également qu'il existe un énorme potentiel d'extension de la reconnaissance légale des terres communautaires de 260 millions d'hectares dans 19 pays si les lois existantes sont correctement mises en œuvre. Les régimes fonciers communautaires sont essentiels pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de climat et de biodiversité, mais les réformes sont encore confrontées à de nombreux défis, tels que l'accès limité au financement direct et les risques accrus pour les droits fondamentaux des communautés en raison de menaces telles que les projets commerciaux soutenus par le gouvernement et ciblant les ressources naturelles.

Ce panel a utilisé un format de questions-réponses pour faciliter le dialogue interactif entre les panélistes et les participants. Les trois panélistes étaient : **Rosalie Matondo**, ministre de l'Économie forestière de la République du Congo ; **Bambang Supriyanto**, directeur général de la foresterie sociale et du partenariat environnemental au ministère indonésien de l'environnement et des forêts ; et **Peter A. Minang**, directeur pour l'Afrique au CIFOR-ICRAF.

Panel 5 | *Équité sociale, diversité et inclusion dans la gestion forestière : Pourquoi est-ce important ?*

Le dernier panel a abordé un sujet qui a imprégné plusieurs conversations tout au long de la semaine : l'importance de centrer les gens et le service forestier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'agence. Les panélistes ont évoqué le rôle essentiel que jouent les agences forestières en veillant à ce que leurs projets favorisent le bien-être et les moyens de subsistance des communautés locales, autochtones, afro-descendants, vulnérables et marginalisées.

Angela Coleman, chef adjoint de l'USFS, a commencé les présentations en rappelant l'histoire injuste des États-Unis à l'égard des Amérindiens, des Afro-Américains, des Chinois-Américains, des Japonais-Américains, des Latinos et des femmes, et en expliquant que ces communautés sont souvent les plus touchées par les problèmes environnementaux et économiques. Elle a souligné l'engagement de l'USFS à corriger les accords et les relations injustes du passé, en particulier dans ses relations avec les tribus autochtones et les Premières nations. Elle a souligné la façon dont les personnes et les communautés sont encouragées dans tous les aspects du travail de l'agence, qui devient de plus en plus ascendante et collaborative.

Luis Alberto Gonzáles Zúñiga Guzmán, directeur exécutif du Service national des forêts et de la faune du Pérou (SERFOR), a parlé des défis uniques du Pérou en ce qui concerne les taux élevés de déforestation causés par la migration des populations vers les forêts et l'expansion des frontières agricoles. Son agence a mis au point des projets novateurs pour relever ces défis, notamment en assurant la liaison avec de nouveaux partenaires tels que les petits exploitants agricoles et les communautés locales, tant dans les paysages urbains que forestiers. Son programme, qui combine la gestion des forêts et de l'agriculture, bénéficie à 250 000 familles, réduit la déforestation et améliore les moyens de subsistance de l'ensemble de la population de la région ciblée.



Joe Stout (USFS), Scot Rogers (USFS) et John Rice (directeur général de Sierra at Tahoe) montrent la propagation de l'incendie de Caldor en 2021, qui a failli mettre le centre de loisirs en faillite.



**RÉFLEXIONS FINALES ET
PROCHAINES ÉTAPES**

La réunion 14ème réunion MegaFlorstais a rempli sa mission de créer un espace précieux et inspirant pour toutes les personnes présentes. Tous les orateurs, animateurs, délégués et conseillers étaient pleinement engagés et préparés à apporter des contributions réfléchies aux discussions.

Il faut parler des choses avant de les changer. Il n'y a pas de succès s'il n'y a pas d'équité dans la façon dont les opportunités circulent.

Leslie Weldon, Chef adjoint du système forestier national, Service forestier de l'USDA

Certains sujets sont revenus tout au long de la réunion et ont semblé trouver un écho auprès de nombreux membres. Même pour les membres de l'agence provenant de régions géographiques très différentes – Amérique du Nord, Asie du Sud-Est et Afrique – certains sujets ont suscité un intérêt similaire, comme la compréhension des marchés du carbone et la création d'opportunités économiques pour les communautés forestières et les produits forestiers. Au cours des quatre jours, les membres ont discuté de sujets très variés, allant de la résilience climatique et des marchés du carbone aux marchés des produits forestiers, en passant par la foresterie sociale, l'équité au sein de la section forestière, la politique internationale et les partenariats multisectoriels.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des principaux points à retenir de la réunion. Ces sujets offrent des idées et des enseignements pour une exploration plus approfondie et pour les réunions de MegaFlorestais :

Renforcer la confiance

L'engagement du public dans des campagnes d'éducation et des partenariats a été un thème majeur de la réunion. Des membres de plusieurs pays ont fait référence à des travaux dans ce domaine, allant de projets d'agroforesterie à des consultations communautaires et à la cogestion. Cela exige des équipes qu'elles acquièrent de nouvelles compétences et qu'elles développent celles qu'elles possèdent déjà pour établir efficacement les relations nécessaires à la conduite de processus ascendants et à la mise en œuvre de projets coopératifs dans tous les secteurs et dans toutes les régions géographiques. Les questions explorées sur ce thème sont les suivantes :

- Comment instaurer efficacement la confiance, la communication et l'engagement (licence sociale) avec les communautés locales tributaires des ressources naturelles et/ou avec les personnes qui vivent dans ces forêts ?
- Comment favoriser le travail coopératif, la collaboration, le partage des connaissances et les partenariats équitables ?

Sylviculture sociale

Les objectifs en matière de climat et de conservation sont directement liés aux peuples autochtones et aux communautés locales en raison de leur contribution significative à la conservation dans le monde entier. C'est pourquoi les initiatives en matière de climat et les projets de gestion forestière doivent veiller à ce qu'ils profitent à ces communautés, en promouvant leurs droits, leurs moyens de subsistance et leurs connaissances traditionnelles. Les questions explorées sont les suivantes :

- Qu'est-ce qui a évolué au cours de la dernière décennie ? Quels sont les éléments essentiels et les meilleures pratiques ?
- Comment identifier les résultats, la conception et les mesures permettant de suivre les changements bénéfiques pour l'état des forêts et le bien-être des communautés ?

Renforcement des capacités

Les agences forestières fortes dépendent d'équipes solides qui gèrent le travail quotidien. Un renforcement des capacités et un développement du leadership efficaces garantiront que les personnes sont préparées à la gestion du changement et qu'elles peuvent s'adapter au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes lorsqu'ils surviennent, et créer des stratégies visionnaires à long terme. Les questions examinées sont les suivantes :

- Quelles sont les stratégies nécessaires pour renforcer le soutien et les capacités des organisations de gestion forestière qui permettront de mener et de soutenir des changements majeurs et à long terme dans les politiques et les opérations ?
- Comment concilier les besoins de développement du personnel avec les ressources et les priorités disponibles ?

Marchés du carbone

Les marchés du carbone, les CDN et les engagements "net zéro" offrent une grande opportunité de canaliser les investissements vers la gestion des forêts. Les mécanismes de financement internationaux et les investisseurs privés sont prêts à financer des solutions basées sur la nature. Cependant, le secteur est lent à se développer, il manque d'études de cas réussies et est mal réglementé, ce qui présente des risques substantiels et ne permet pas de répondre de manière adéquate aux besoins des peuples autochtones, des communautés locales et des organisations de la société civile. Les questions explorées sont les suivantes :

- Quelles sont les possibilités pour le secteur public de bénéficier de l'afflux de financements internationaux et privés en faveur des solutions basées sur la nature ?
- Comment créer et mettre en œuvre des plans à long terme efficaces et justes pour les projets du marché du carbone ?

Autres thèmes

- Gérer des dynamiques politiques complexes impliquant différents organismes et niveaux de gouvernement ;
- Gestion du changement, des crises et des urgences ;
- Intégrer les connaissances traditionnelles, autochtones et locales dans notre travail ;
- Améliorer le transfert de connaissances, l'accès à la recherche et le développement des compétences ; et
- Présenter les arguments financiers en faveur de l'investissement dans la gestion et la protection des forêts et des ressources naturelles tout en démontrant les avantages qui en découlent.

En conclusion, les coprésidents de MegaFlorestais, **Sally Collins** et **Herman Sundqvist**, ont déclaré que c'était un plaisir d'accueillir un groupe de personnes aussi extraordinaires à Lac Tahoe sud. Ils ont remercié l'équipe de l'USFS d'avoir organisé une excursion inspirante dans la forêt nationale d'Eldorado et la région du bassin de Tahoe, qui laissera inévitablement une impression durable. Ils ont également remercié les délégués nationaux et les conseillers en ressources qui ont tous apporté leurs perspectives et leurs connaissances uniques à la réunion.



**ANNEXE 1 :
COMMENTAIRE
DE DISCUSSION**

Sensibilisation et engagement du public

- Alors que le rôle des forêts dans le stockage du carbone est de plus en plus reconnu, les participants ont discuté de la manière dont les puissantes ONG environnementales californiennes réagissent à l'éclaircissement des forêts, contrairement à ce qui se passe en Europe. Il semble que les traitements de santé forestière tels que l'éclaircissement et le brûlage dirigé visant à réduire le risque d'incendie soient davantage soutenus en Californie, où les citoyens ont toujours été plus exposés aux incendies de forêt.
- La gestion forestière visant à séquestrer le carbone et à protéger les vieux arbres est interconnectée. L'optimisation du carbone doit être une priorité, non seulement pour la préservation à long terme, mais aussi pour la résilience à long terme.
- Les Yurok ont acheté un moulin pour explorer les industries régénératrices et soutenir le changement de paradigme de l'industrie extractive à l'industrie régénératrice, intégrant ainsi des personnes auparavant marginalisées dans une économie inclusive de résolution des problèmes.

Produits forestiers

- Des innovations sont nécessaires pour développer l'utilisation d'espèces de petit diamètre, de faible valeur et non traditionnelles dans les applications des produits du bois, y compris la création d'articles de valeur qui stockent le carbone. En Suède, par exemple, le diamètre minimum du bois traité dans les usines est de huit centimètres, ce qui permet d'appliquer une technologie qui maximise l'utilisation et le stockage du carbone à partir d'arbres et de matériaux ligneux de très petite taille.

Reboisement et restauration

- Les participants ont demandé si le reboisement et les incendies contrôlés affectaient la qualité du bois. L'USFS reboise, en particulier pour la gestion des bassins versants et pour garantir la qualité de l'eau en réduisant l'érosion, et donc l'envasement des rivières, des lacs et des réservoirs. Il a été noté que le reboisement accélère également la reconstitution des habitats des poissons et des animaux sauvages.
- Comment faire face aux millions d'hectares qui ont besoin d'être reboisés chaque année avec le nombre limité de plants disponibles ? Bien que de nouveaux fonds soient devenus disponibles pour accroître les capacités de reboisement, notamment en développant les pépinières, des questions subsistent quant aux espèces qui renforcent le mieux la résistance des forêts au changement climatique et aux incendies. Des discussions plus approfondies sur la composition écologique future des forêts et des paysages sont nécessaires.
- Les marchés du carbone se concentrent généralement sur les interactions entre le feu, l'eau et les pratiques traditionnelles, le carbone bleu (c'est-à-dire la séquestration du carbone) et la manière dont les investissements génèrent des bénéfices pour les générations actuelles et futures. Les anciennes pratiques, qui ont fait leurs preuves pendant des siècles, devraient être réexaminées, revitalisées et intégrées aux nouveaux développements technologiques.

Panel 1 | Discussion sur la gestion des incendies et la résilience des forêts (cont.)

- La plupart des écosystèmes naturels d'Afrique sont des forêts arides qui se sont adaptées au fil du temps aux incendies. Au Kenya, qui a subi certains des pires incendies de forêt de l'histoire de l'Afrique, des tentatives de traçage des incendies sont menées, mais elles ne sont pas d'une ampleur suffisante à l'heure actuelle. Il est nécessaire d'intensifier les échanges techniques avec le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) afin d'améliorer la gestion des incendies à l'échelle mondiale, car le pâturage et les espèces envahissantes affectent également ces écosystèmes.
- L'un des principaux obstacles à l'investissement dans la restauration est le rebrûlage des zones reboisées en l'espace d'un ou deux ans. Les forêts qui ont le plus besoin d'être restaurées doivent être soigneusement étudiées et les espèces les plus résistantes au feu doivent être privilégiées.
- Davantage d'investissements dans la recherche sont nécessaires pour pouvoir prendre des décisions fondées sur des données. Certains pays, comme le Pérou, manquent de recherche pour soutenir la mise en œuvre des politiques.

Engagement public et équité

- La gestion des intérêts divergents des agences et des parties prenantes nécessite des solutions à tous les niveaux : individuel, local, régional et mondial. Il est important de noter que les réponses ne se trouvent pas dans les couloirs de Washington ou de Sacramento, mais au sein des communautés autochtones et locales sur le terrain.
- Les participants ont discuté de l'instauration de la confiance et du maintien de la licence sociale, convenant qu'une consultation après coup n'est pas une adhésion. L'adhésion implique la cocréation de stratégies, l'écoute intentionnelle, l'apprentissage direct auprès des communautés et la clarté des accords afin de garantir une communication cohérente et transparente.
- **Question : Aux Philippines, le problème de la pauvreté s'ajoute à celui de la gestion. Comment peut-on investir dans la gestion durable des forêts avec ce niveau de complexité supplémentaire ?** La Californie n'a pas suffisamment investi dans la gestion des forêts. Jusqu'à présent, elle a été très réactive et a consacré plus d'argent à la lutte contre les incendies de forêt qu'à la prévention. Avec le président Joe Biden, qui sera en poste de 2021 à 2025, des fonds supplémentaires seront de plus en plus disponibles pour la prévention. Aux États-Unis, une grande partie de la sylviculture se fait de manière durable. L'industrie du bois est un partenaire et les organisations à but non lucratif veulent être impliquées. Une meilleure communication avec le public est nécessaire en ce qui concerne l'impact des forêts sur le bien-être.

Marchés des produits forestiers

- La valeur potentielle du bois de mauvaise qualité reste inexplorée, car les réglementations nationales aux États-Unis n'autorisent pas actuellement l'utilisation du bois forestier pour l'énergie de la biomasse. Comment pouvons-nous gérer les relations interinstitutionnelles pour résoudre de tels problèmes ? Il existe une grande différence entre la biomasse et les autres sources d'énergie. Si elle n'est pas utilisée, nous dépenserons beaucoup plus pour la combustion en tas et l'atténuation des impacts. Si les limites imposées à l'utilisation des programmes de conversion du bois en énergie aux États-Unis sont modifiées, les coûts des traitements de résilience pourraient être réduits et de nouveaux marchés pourraient être créés, libérant ainsi des opportunités d'emploi dans certaines régions à faibles revenus.
- Même si le coût relatif de l'énergie de la biomasse peut être élevé en 2023, ses contributions à la réduction des coûts de lutte contre les incendies, à la protection des sources d'eau et à la réduction des risques pour les communautés et les autres écosystèmes doivent être prises en compte.
- L'agence californienne de l'énergie dispose de cinq fois plus de fonds que l'agence des ressources naturelles. Le gouverneur devrait se pencher sur cette question, mais les transitions énergétiques ne peuvent se faire sans intégrer la biomasse. La gestion des forêts sera négligée jusqu'à ce que des incendies majeurs se déclarent, moment où les autres secteurs s'en remettront à l'expérience de l'agence. Ces moments sont l'occasion d'avancer des propositions.
- La production d'éthanol à partir du maïs offre la possibilité de convertir le bois en biocarburants. Cependant, nous avons besoin d'un soutien politique pour créer une valeur économique pour les piles de bois qui résultent des projets de réduction des combustibles. Nous avons besoin de meilleures politiques pour créer des opportunités de marché permettant d'utiliser la biomasse à bon escient.

Discussion sur le discours d'ouverture (cont.)

- En République du Congo, où l'industrie est moins développée, le bois est utilisé comme combustible domestique, notamment pour la cuisine. Les forêts pourraient être plantées et utilisées pour produire du combustible domestique, mais la technologie nécessaire à cette fin n'est pas encore disponible dans la région, de sorte que la régénération nécessaire pour produire de l'énergie à partir de la biomasse est très coûteuse. Une proposition de crédit d'impôt est envisagée pour soutenir le transfert de technologie et la formation dans ce secteur.
- **Question : Comment pouvons-nous créer des revenus durables à partir de produits non ligneux ?** En Suède, on utilise des grumes plus petites. L'Union européenne débat beaucoup de la durabilité et de la question de savoir si la gestion des forêts est effectivement durable. Il n'y a pas encore de consensus sur la question de savoir ce qui est durable et ce qui ne l'est pas. En Suède, des villes entières utilisent l'énergie de la biomasse pour le chauffage, et l'énergie de la biomasse est plus utilisée que l'énergie hydraulique, l'énergie nucléaire et les combustibles fossiles.

Marchés du carbone

- **Question : La Californie reçoit-elle des fonds carbone pour les services écosystémiques ?** La politique environnementale de la Californie propose différents modèles de soutien au transfert de technologies par le biais d'investissements en capital. Le marché du carbone est restreint en Californie et l'État en bénéficie, mais pas de manière significative. Cependant, les gouvernements tribaux ont réussi à obtenir des financements carbone et nous devons collectivement trouver un moyen de faire fonctionner le financement de la conservation à long terme.



De gauche à droite : Javier Kinney, la ministre Rosalie Matondo, le chef Randy Moore, Sally Collins, Wade Crowfoot, Fabiola Munoz Dodero, Solange Bandiaky-Badji et Jennifer Eberlien après le discours d'ouverture du secrétaire Crowfoot.

Coût du carbone et valeur pour les investisseurs

- **Comment créer de la valeur dans la conservation des forêts avec le soutien des peuples autochtones et des communautés locales ?** La tribu Yurok, aux États-Unis, étudie les familles américaines les plus riches qui, au cours de l'histoire du pays, ont bénéficié de l'extraction sur des terres anciennement détenues par des autochtones, afin de mieux comprendre comment elles gèrent les marchés financiers, les investisseurs, l'analyse et l'évaluation des risques. La tribu Yurok tente également de se positionner efficacement dans le monde financier. Elle offre une connaissance unique des méthodes de conservation et de gestion des terres, y compris des aspects cérémoniels intégrés dans leur travail. Les Yurok travaillent également en partenariat avec d'autres communautés autochtones sur des projets de conservation.
- **Comment créons-nous de la valeur pour les investisseurs ?** Blue Forest a un taux de marché avec des retours financiers et de la valeur, ainsi que de la philanthropie. Elle a été un modèle attractif pour les investisseurs avec un taux de retour sur investissement et des actions concrètes qui en découlent.
- **Quel est le prix du carbone par tonne ?** Le prix des crédits de carbone est de 5 à 6 dollars US par tonne, mais il varie considérablement en fonction de la région, du type de carbone et du niveau d'intégrité. Le prix du CC03 est de 17 à 18 dollars US pour le niveau d'intégrité *golden high*. Les prix du marché du carbone volontaire devraient augmenter pour compenser les engagements net zéro. Le *Forest Trends Ecosystem Marketplace* surveille le prix du carbone et des informations supplémentaires sont disponibles [sur son site web](#). Son rapport sur l'état du marché du carbone fournit les données les plus indépendantes et les plus récentes sur les marchés du carbone.
- **Comment étendre les obligations d'investissement au-delà des projets pilotes ?** Cela fonctionne comme les obligations hypothécaires : il s'agit de regrouper de petites transactions dans de plus grandes afin de réaliser des économies d'échelle. La transparence est essentielle. Le gestionnaire du fonds est responsable de la vérification préalable et de la sélection et de la gestion des petits partenariats.

Qui bénéficie des marchés du carbone ?

- **Quelle est la sensibilité des communautés à l'égard des marchés du carbone ?** Les pays en développement sont confrontés à la question de la propriété des forêts, et il n'y a aucune garantie que les communautés bénéficieront des marchés du carbone, en particulier dans les endroits où il n'existe pas d'infrastructure appropriée. Ceux qui investissent dans le financement du climat n'ont pas encore résolu la question de savoir à qui profitent les marchés du carbone.
- L'USFS ne participe pas aux marchés du carbone car les forêts "appartiennent" à tous les habitants du pays. La question de savoir si le Congrès devrait explicitement autoriser l'utilisation des forêts nationales pour le carbone fait l'objet d'un débat. En d'autres termes, le gouvernement peut-il vendre quelque chose qu'il n'a pas le droit de vendre ? À l'heure actuelle, l'USFS mesure et surveille le carbone et envisage des moyens (non marchands) d'améliorer la séquestration et le stockage du carbone, notamment des partenariats avec des entreprises désireuses de financer des travaux de restauration et de réduire leur empreinte carbone.
- Les peuples autochtones sont actuellement criminalisés et tués dans le monde entier alors qu'ils défendent leurs droits légitimes. Lorsque des terres sont reconnues, le nombre d'hectares ou d'acres revenant à cette communauté doit également être précisé, et cette reconnaissance doit s'accompagner d'actions concrètes et mesurables.

Mise en œuvre dans différentes zones géographiques

- En République du Congo, la Banque mondiale a entamé des discussions sur la stratification des forêts et le partage des bénéfices avec les communautés qui vivent dans et autour des forêts pour des initiatives de développement et de conservation. Cette démarche présente un potentiel intéressant pour les communautés ; si les droits de propriété sont un moyen de parvenir à une fin, ce qui se passe après l'établissement des droits présente un énorme potentiel pour aider les communautés sur le plan économique.
- Le gouvernement indonésien a rectifié l'accord de Paris en créant un accord national et infranational, qui comprend un registre de la foresterie sociale. Kalimantan dispose de 110 millions de dollars US pour une période de cinq ans. Alors que le prix du carbone dépend de l'offre et de la demande, des négociations entre le gouvernement et les investisseurs sont en cours. Les peuples autochtones protègent leurs forêts mais ne bénéficient pas de crédits carbone car les terres appartiennent à l'État.
- En Afrique, deux scénarios existent : Le Kenya est en avance en termes de nombre de crédits carbone pour les ranchs privés sur les marchés volontaires du carbone. Le modèle Blue Forest fait appel à des capitaux privés et à des fonds publics. Dans le reste du continent, les capitaux publics sont consacrés à des projets privés, l'argent public étant utilisé pour réduire les risques des investissements privés.
- Les États-Unis ont une longue histoire d'acteurs privés agissant sur les terres publiques (par exemple, en fournissant des services de loisirs et en récoltant des arbres) et l'USFS a un rôle à jouer dans l'utilisation des fonds publics sur les terres privées et les terres appartenant à l'État. Les États-Unis disposent d'un programme appelé *Forest Legacy Program* qui vise à maintenir les forêts privées en tant que "forêts" par le biais de servitudes de conservation. Certains États font de même avec des incitations fiscales. De plus en plus, les capitaux privés et publics contribuent à l'intendance des terres privées et à la gestion durable des forêts aux États-Unis.
- La prochaine génération de dirigeants forestiers accorde de l'importance aux forêts et à la conservation de l'eau ; elle poursuit des études et des carrières dans le domaine de la conservation et de la durabilité. Il pourrait s'agir d'un élément clé pour encourager les futurs dirigeants à commencer leur carrière dans ces professions.



De gauche à droite : Javier Kinney, Roger Mbété, Solange Bandiaky-Badji, la ministre Rosalie Matondo et Felicité Mayinguidi avant de prendre la navette pour le dîner d'adieu au bord du lac.



De gauche à droite : Glenn Hargrove, Magnus Vikland, Richard Barhydt, Leslie Weldon, Don Roberts, Fabiola Munoz Doderio et Javier Kinney avant le dîner d'adieu au Riva Grill sur le lac Tahoe.

Moyens de subsistance et économies durables

- Des progrès importants ont été réalisés dans la reconnaissance du fait que les forêts englobent les personnes qui y vivent. L'agroforesterie représente une opportunité pour les petits producteurs des pays à revenus faibles et moyens inférieurs et il sera intéressant de voir le changement de perspective sur la valeur des forêts dans la création d'emplois durables dans les années à venir.
- Nous devons modifier non seulement nos modèles d'entreprise, mais aussi nos approches du secteur forestier afin de prendre en compte les emplois durables, la restauration et les défis propres à chaque pays et à chaque région.
- Il existe plusieurs types de foresterie sociale et les sources de financement doivent créer des opportunités pour de nouveaux types d'organisations et de subventions, tels que la mise en place d'institutions, la gestion durable des forêts à long terme, le microfinancement, les incitations à la réussite des marchés et l'éducation.
- Dans un exemple, un projet de foresterie sociale a donné de l'argent aux communautés pour qu'elles achètent des actions dans une société détenue collectivement. Des années plus tard, cette société est devenue une grande entreprise dont les communautés ont partagé les bénéfices et qui a bénéficié d'un soutien pour la formation de groupes et le transfert de connaissances technologiques.
- Les petits producteurs et les agriculteurs sont des acteurs clés pour des transitions énergétiques justes et pour relever le défi du changement climatique.

Politique

- Les marchés évoluent avec une demande accrue de durabilité (par exemple, la nouvelle politique d'importation de l'Union européenne) qui peut avoir un impact positif sur les communautés.
- Il est possible de repenser les réglementations en mettant davantage l'accent sur les droits et la transparence, par exemple en améliorant les systèmes d'information pour l'établissement de rapports et le suivi.
- Le rapprochement des secteurs agricole et forestier reste un défi majeur, surtout si l'on considère que les petits producteurs ne peuvent pas être viables dans l'agriculture ou la sylviculture si leurs parcelles sont trop petites.
- Les institutions internationales s'intéressent de plus en plus à la foresterie sociale. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a intensifié ses efforts pour lier l'agriculture et la sylviculture, en fournissant des recommandations aux états membres et en suivant les progrès réalisés chaque année. Les nouvelles politiques sont lancées au niveau régional par le biais d'un processus politique, et les états membres les traduisent en directives nationales.
- Nous devons changer la façon dont les gouvernements séparent la foresterie du développement, du climat et des opportunités économiques, en démontrant comment la gestion durable des forêts peut bénéficier à plusieurs domaines du gouvernement. Au Pérou, la foresterie ne se résume pas au bois ; elle est importante pour la sécurité alimentaire, la santé, les moyens de subsistance et le bien-être des populations autochtones.

Panel 3 | *Discussion sur l'élaboration de solutions climatiques, de la politique à la mise en œuvre (cont.)*

Science et renforcement des capacités

- Il est important d'étayer les politiques par des recherches rigoureuses ; les décideurs politiques doivent tenir compte des données scientifiques qui sous-tendent les décisions qu'ils prennent.
- Comment faire face au manque de compétences requises pour les projets d'agroforesterie ? Il faut créer des programmes de formation qui s'appuient sur les connaissances et les échanges locaux, afin qu'ils contribuent davantage au développement collectif qu'au développement individuel. Le renforcement des capacités n'est jamais inutile, même si le projet échoue.
- Nous devons également adapter la formation à l'expérience de la communauté au lieu d'apporter du matériel d'apprentissage tout fait.

Panel 4 | *Discussion sur la contribution du régime foncier et des droits coutumiers à la conservation des forêts*

Les gouvernements disposent de terres mais n'ont pas les ressources nécessaires pour les gérer de manière durable ; les communautés attendent des titres de propriété pendant des décennies alors que les entreprises obtiennent des droits en moins d'un an. **Quelles sont vos idées pour travailler dans des contextes aussi difficiles ?**

- Les gouvernements n'investiront pas dans les forêts s'ils ne comprennent pas leur valeur pour l'économie. Nous devons identifier les bonnes personnes au sein du gouvernement qui écouteront les idées des communautés.
- Il existe des exemples d'entreprises qui travaillent avec succès sur les produits forestiers non ligneux. Cela a amené les banques à s'asseoir à la table des négociations, car elles voient la valeur des petites entreprises.
- Une bonne stratégie consiste à adopter une législation sur la foresterie sociale. Avec le peuple Adat en Indonésie, nous avons pu intégrer les projets dans les communautés locales et reconnaître la propriété des femmes même si, traditionnellement, elles ne sont pas chefs de famille.

Titres de propriété : Quel est le statut de la certification pour les peuples autochtones en Indonésie ?

- La certification légale des communautés Adat existe même dans les parcs nationaux parce qu'il y a un consensus sur le fait que les Adat peuvent gérer leurs forêts de manière autonome et qu'il est prouvé que la sagesse locale contribue à la conservation. Nous avons besoin d'une réforme agraire pour simplifier le processus de certification pour les communautés. Les faibles taux de certification sont dus au fait qu'il est difficile d'être vérifié lorsque des entités autres que les communautés détiennent également des titres sur ces territoires.

Marchés du carbone

Au Zimbabwe, le gouvernement a stipulé que tous les projets devaient être enregistrés auprès du gouvernement central et que très peu de bénéfices allaient aux communautés (50 pour cent au gouvernement, 30 pour cent aux entreprises et 20 pour cent aux communautés). **Voyez-vous des pratiques similaires dans vos pays en ce qui concerne les marchés du carbone ?**

- Nous constatons qu'il est urgent d'impliquer les gouvernements dans leur ensemble, mais s'ils considèrent les marchés du carbone comme une opportunité d'obtenir des fonds, ils ne veulent pas investir le temps et les connaissances nécessaires pour les faire fonctionner. La Zambie est un exemple où les projets carbones avancent à un bon rythme avec une bonne compréhension, mais ce n'est pas le cas ailleurs.
- En Indonésie, les gouvernements ont refusé les investissements dans le domaine du carbone, mais examinent 27 propositions de 10 000 groupes d'agriculteurs. Certaines questions doivent être clarifiées, comme la manière dont le carbone est comptabilisé afin d'éviter les fuites dans le calcul. Ils ont également reçu 10 millions de dollars du Fonds mondial pour le climat des États-Unis ; ces fonds sont avant tout un investissement dans les moyens de subsistance locaux et le stockage du carbone est un bonus.
- Les projets carbones doivent tenir compte des connaissances traditionnelles et des droits coutumiers des communautés autochtones et locales en matière de capacités et de pratiques locales. Si vous ne renforcez pas une communauté, elle n'en profitera pas. Le nouveau code forestier de la République du Congo vise à partager les bénéfices du carbone dans les forêts naturelles et plantées, chacune ayant sa propre catégorie pour le partage des bénéfices. Mais tant que les habitants des

Panel 4 | Discussion sur la contribution du régime foncier et des droits coutumiers à la conservation des forêts (cont.)

forêts continueront à vivre dans la pauvreté, il sera difficile de préserver les forêts. La plupart des financements destinés à la préservation des forêts vont aux organisations internationales, et non aux gouvernements. Il est important que les organisations de conservation prennent en compte l'importance de l'éradication de la pauvreté dans les zones de conservation.

Existe-t-il de bons exemples où les peuples autochtones qui ont reçu des titres légaux prospèrent aujourd'hui ?

- Nous disposons d'études qui citent de bons exemples, mais la question principale est de savoir comment faire progresser ces bonnes expériences et les transposer à plus grande échelle. C'est là que nous devons travailler davantage. Les points importants sont les suivants : i) augmenter les investissements. Actuellement, seul un faible pourcentage du financement de la lutte contre le changement climatique (14 pour cent) est consacré aux questions liées aux terres et aux forêts, et encore moins dans le cas de l'Afrique ; et ii) les stratégies 30x30 actuelles pour les zones protégées ne fonctionnent pas. Pour atteindre l'objectif 30x30, la reconnaissance des droits des communautés doit être une priorité. Face à la croissance rapide des activités commerciales et extractives sur leurs terres, la reconnaissance des droits fonciers est essentielle pour aider les communautés à négocier efficacement avec les secteurs public et privé.
- Le titrage est coûteux pour les communautés autochtones et locales. L'approche que nous recherchons n'est pas un titrage individuel, mais une approche collective.

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

- Le potentiel de la sylviculture et de la gestion des terres pour transformer les communautés et réduire la pauvreté.
- La façon dont nous voyons les populations autochtones, les populations afro-descendants et les communautés locales s'améliorer avec le soutien des gouvernements et des alliés privés/stratégiques.
- De plus en plus de gens se rendent compte que les communautés sont des partenaires égaux, en particulier lorsqu'il s'agit des secteurs public et privé.

Quelles sont les causes de la disparité démographique au sein de la SERFOR et de ses activités forestières, de son recrutement et de sa formation ?

- Il y a plusieurs raisons à cela. Il existe déjà des disparités dans la formation aux ressources naturelles dispensée dans les collèges et les universités. D'autres fonctions requièrent des compétences qui ne peuvent pas être acquises dans le cadre d'une formation formelle en ressources naturelles. Les obstacles ont déjà évolué : alors qu'on exigeait autrefois des personnes qu'elles soient simplement forestières, on exige aujourd'hui d'autres compétences et aptitudes. La discrimination dans le secteur des ressources naturelles reste un obstacle majeur et doit être combattue par un changement systémique et culturel.

Au vu de l'expérience du Pérou en matière de collaboration avec les petits exploitants et les communautés locales, que peuvent-ils attendre de l'agence ?

- Nous travaillons avec le ministère de l'agriculture et le secteur privé pour veiller à ce que les petits producteurs et les agriculteurs reçoivent l'aide dont ils ont besoin, y compris les titres légaux pour opérer en tant que petits exploitants. Nous espérons que la SERFOR apprendra beaucoup sur la foresterie sociale et l'agroforesterie. Ce sera extrêmement difficile, car il s'agit de 700 000 familles et de nombreux intérêts politiques divergents ; nous n'avons pas l'habitude de travailler avec eux et il y a eu des résistances internes.

À propos de MegaFlorestais

MegaFlorestais – qui signifie en portugais “ceux qui ont les plus grandes forêts” – est un réseau de dirigeants d’agences forestières publiques créé en 2005 par l’Initiative des droits et ressources (RRI), l’Administration forestière d’État (SFA) de Chine et le Centre chinois pour la politique agricole (CCAP) afin de discuter de la réforme de la tenure des forêts publiques. Depuis 2006, le groupe s’est élargi pour inclure les dirigeants des agences forestières des pays les plus boisés du monde. Ses réunions annuelles offrent aux membres du réseau une plateforme pour partager des idées, discuter des défis et apprendre les uns des autres dans un environnement informel, honnête et sûr, qui n’est pas dicté par la politique ou le politiquement correct (ou motivé uniquement par les priorités et les positions ministérielles) et qui est soumis à la règle de Chatham House. RRI assure le secrétariat de MegaFlorestais et travaille en étroite collaboration avec les coprésidents de MegaFlorestais qui participent à la direction du réseau et aux principaux processus décisionnels. Pour plus d’informations, veuillez consulter le site www.megaflorestais.org.

À propos de l’Initiative des droits et ressources (RRI)

L’Initiative des droits et ressources est une coalition mondiale de plus de 150 organisations qui se consacrent à la promotion des droits des peuples autochtones, des peuples afro-descendants, des communautés locales et des femmes au sein de ces groupes en matière de forêts, de terres et de ressources. Les membres capitalisent sur les forces, l’expertise et la portée géographique de chacun pour parvenir à des solutions plus efficaces et efficientes. RRI s’appuie sur la puissance de sa coalition mondiale pour amplifier la voix des populations locales et inciter les gouvernements, les institutions multilatérales et les acteurs du secteur privé à adopter des réformes institutionnelles et de marché qui soutiennent la réalisation des droits. En faisant progresser la compréhension stratégique des menaces et des opportunités mondiales résultant de l’insécurité des droits à la terre et aux ressources, RRI développe et promeut des approches de l’entreprise et du développement fondées sur les droits et catalyse des solutions efficaces pour étendre la réforme des régimes fonciers ruraux et améliorer la gouvernance durable des ressources.

RRI est coordonné par le Groupe des droits et des ressources, une organisation à but non lucratif basée à Washington, DC. Pour plus d’informations, veuillez consulter le site www.rightsandresources.org.



MEGA*florestais*
USA 2023

